

# **Longtemps silencieux, les très puissants dirigeants des grosses entreprises hongkongaises basculent clairement du côté du régime de Carrie Lam**

dimanche 15 septembre 2019, par [BROSTRA Rosa](#) (Date de rédaction antérieure : 27 août 2019).

Sommaire

- [Passibles de représailles](#)
- [Le pouvoir colossal des \(...\)](#)

*Licenciements, intimidations, appels à l'arrêt des manifestations... Longtemps silencieux, les très puissants dirigeants des grosses entreprises hongkongaises basculent clairement du côté du régime de Carrie Lam. Avant tout par crainte d'un affaiblissement économique.*

Cathay Pacific devait servir d'exemple : aux entreprises dont les ouailles manifestent contre le régime, on coupe les ailes.

Des pilotes de la compagnie aérienne hongkongaise favorables au mouvement prodémocratie ont été limogés, le directeur général, Rupert Hogg, débarqué, et une syndicaliste d'une filiale, licenciée.

Un rassemblement est prévu mercredi 28 après-midi au siège de Cathay à l'appel de la Confédération des syndicats de Hongkong (HKCTU) pour dénoncer cette « terreur blanche », nouvelle stratégie d'intimidation des autorités.

**Le week-end du 10 août**, des officiels chinois réunis à Shenzhen, mégalopole frontalière de Hongkong, avaient demandé à des centaines de businessmen influents et d'hommes politiques d'exprimer leur soutien aux autorités incapables de mater la contestation.

C'est ainsi que, flanqués de centaines de manifestants et de drapeaux chinois, une brochette de PDG, de députés fidèles à Pékin et de magnats hongkongais se sont fendus d'une apparition pour dénoncer les violences. C'était **le 17 août**.

Pas un n'avait auparavant montré le moindre soutien à la cheffe de l'exécutif, Carrie Lam, seule dans la tempête, ou alors juste du bout des lèvres. Ils sortent désormais de leur silence, moins par loyauté envers Pékin que par pragmatisme, pour défendre un ordre indispensable aux affaires, et mettent la pression sur les salariés.

Le magnat **Peter Woo** avait été le premier, le 12 août, à lancer un appel aux Hongkongais pour un arrêt des violences.

Quelques jours plus tard, **Li Ka- Shing**, 91 ans, 28<sup>e</sup> fortune mondiale selon Forbes, publiait des encarts publicitaires dans la presse locale pour « *mettre un terme à la colère et à la violence commise au nom de l'amour* », une démarche imitée le 22 août par les banques britanniques HSBC et Standard Chartered.

Et pour ceux qui hésiteraient encore à plaire à Pékin, Cathay Pacific a servi de leçon. « *Cette terreur blanche a de quoi dissuader tout le monde de soutenir le mouvement : salariés, commerçants, chefs*

*d'entreprise* », déplore un cadre de la finance qui manifestait contre le gouvernement, le visage dissimulé sous une casquette.

Sa crainte est confortée par une récente campagne de dénigrement sur les réseaux sociaux, où des manifestants sont affichés, photos, noms et données personnelles à la clé. Dans des multinationales, des consignes circulent en interne pour appeler les salariés à la discrétion.

### Passibles de représailles

Pour beaucoup, commerçants et milieux d'affaires sont donc pris entre deux feux :

- D'une part, la peur d'être la cible de la vindicte des manifestants ou d'appels au boycott s'ils prennent parti en faveur du gouvernement ou appellent la police en cas de manifestation, comme en juillet dans des centres commerciaux.

- Et d'autre part, s'ils se montrent trop complaisants avec la contestation, ils sont passibles de représailles de la part des consommateurs et touristes chinois ou s'attirent les foudres de Pékin. Pour des raisons économiques plus qu'idéologiques, d'autres ne veulent tout simplement pas s'impliquer dans la crise.

Pékin sait bien que si les milieux d'affaires soutiennent le gouvernement central, c'est avant tout par opportunisme.

L'élite économique locale conserve une main sur l'équilibre des pouvoirs politiques à Hongkong en détenant notamment **un quart des 1 200 sièges du comité désignant le chef de l'exécutif**. Son long silence a donc illustré les relations complexes entretenues avec les autorités chinoises.

En 2014, **Li Ka-Shing** avait apostrophé les manifestants, exhortant ses « *jeunes amis* » à « **rentre dans leur famille** », un soutien lourd de sens au gouvernement local alors sous le feu des critiques pour son usage excessif de gaz lacrymogènes. Et pendant les 79 jours d'occupation, les milieux d'affaires avaient été prompts à épauler le chef de l'exécutif de l'époque, pourtant peu populaire, car le gouvernement central était directement visé.

Mais aujourd'hui, personne n'a d'emblée mouillé publiquement la chemise pour défendre le projet de loi d'extradition vers la Chine, à l'origine de cette contestation sans précédent.

- D'abord parce qu'il émanait de Carrie Lam et non de Pékin.

- Ensuite parce que beaucoup parmi les milieux d'affaires craignaient d'être eux-mêmes piégés par ce texte.

Dès le printemps, des députés et hommes d'affaires avaient relayé « *les inquiétudes compréhensibles* » suscitées par un texte qui revenait à dissoudre le principe « Un pays, deux systèmes », en plaçant Hongkong à la merci d'une justice chinoise opaque et politisée. Certains demandaient même que les crimes de cols blancs soient exclus du projet de loi.

Les élites ne se sont pas non plus empressées de venir à la rescousse de Carrie Lam car certains gardent en ligne de mire des échéances électorales : un scrutin local cet automne et surtout les législatives à l'automne 2020, et veulent dans cette optique préserver leur capital de sympathie. Si certains s'expriment aujourd'hui, ce n'est donc pas tant pour obéir aux injonctions du régime communiste que par pragmatisme. L'économie locale commence à pâtir de la contestation. Or, elle était déjà affaiblie par la guerre commerciale entre Washington et Pékin ainsi que par le ralentissement économique de la Chine. Lequel se traduit notamment par une baisse du nombre de ses touristes dans le territoire semi-autonome - ils y représentent 75 % des visiteurs - et un moindre appétit des consommateurs chinois. En outre, nombre de firmes de Hongkong, de même que les centaines de firmes étrangères qui y sont basées, travaillent avec la Chine.

## Le pouvoir colossal des tycoons

Pour restaurer la confiance sur les marchés, le calme doit donc revenir dans le centre financier international. Et en la matière, les tycoons ont un pouvoir colossal. « L'idée qu'ils sont sous pression et seraient contrôlés par Pékin comme des toutous est erronée », dit à Libération Eric Sautédé, politologue indépendant basé à Hongkong. « *L'interdépendance entre eux et le gouvernement central est très grande.* »

En prenant position, « *ils appellent à la raison avec un double sens : il va falloir trouver un moyen de s'entendre ; et c'est aussi un message à destination de Pékin pour dire qu'il faut absolument trouver une solution* ». **La Chine a encore grandement besoin de Hongkong et son rôle de plateforme financière stratégique.**

Mais selon Lau Siu-Kai, vice-président du think tank The Chinese Association of Hongkong and Macau Studies, cité dans le South China Morning Post, quotidien hongkongais de langue anglaise « *après cette saga, Pékin pourrait être moins enclin à prendre soin des intérêts des tycoons* ». Et d'ajouter que « *les petites et moyennes entreprises et les jeunes gens ont aussi besoin de l'attention de Pékin* ». Allègements conséquents de taxes pour les foyers et entreprises et subventions pour les seniors et les plus démunis figuraient déjà au budget 2019-2020. Le gouvernement vient d'annoncer des coups de pouce supplémentaires pour les PME qui représentent 98 % des entreprises locales et 45 % des emplois et sont, selon ses termes, « la pierre angulaire de l'économie » hongkongaise.

**Rosa Brostra correspondante à Hongkong.**

---

**P.-S.**

Longtemps silencieux, les très puissants dirigeants des grosses entreprises hongkongaises basculent clairement du côté du régime de Carrie Lam

<https://www.liberation.fr/planete/2019/08/27/hongkong-les-milieux-d-affaires-passent-le-mot-d-ordre-1747629>